

Lorsque ces sociétés étrangères prennent des décisions, elles ne tiennent pas nécessairement compte des intérêts du Canada et des travailleurs canadiens. La plupart du temps, elles se soucient davantage des intérêts de leurs actionnaires et de la direction et elles cèdent également aux pressions exercées par le gouvernement de leur pays. Pourquoi pas? Pourquoi le gouvernement américain ne se soucierait-il pas du taux de chômage aux États-Unis? Pourquoi n'inciterait-il pas les sociétés multinationales à créer le maximum d'emplois aux États-Unis plutôt qu'au Canada.

Un autre problème se pose. Jour après jour, les dirigeants du monde des affaires, le gouvernement et les chercheurs nous disent que pour survivre et créer des emplois nous devons accroître notre efficacité et notre productivité et que, pour cela, nous devons centrer davantage nos efforts sur la recherche et le développement. Nous savons quelle a été la performance du Canada sur ce plan. Nous savons que de tous les pays de l'OCDE, y compris ceux d'Europe de l'Ouest ainsi que les États-Unis et le Japon, le Canada est celui qui se classe au dernier rang sur le plan de la recherche et du développement. Alors que d'autres pays consacrent 2 p. 100 à 2.5 p. 100, parfois plus, de leur PNB à la recherche et au développement, nous n'y consacrons qu'un pourcentage moitié moindre. Au cours de la campagne électorale, les conservateurs ont promis que, d'ici 1990, nous allions consacrer 2.5 p. 100 de notre PNB à la recherche et au développement. Mais nous savons ce qui s'est passé. Le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie (M. Siddon) a dit très clairement que nous n'atteindrions pas ce chiffre parce que le gouvernement devait réduire ses dépenses. Nous savons que les plus grands coupables, les sociétés qui consacrent le moins d'argent à la recherche et au développement, sont les multinationales.

● (1240)

J'ignore si l'exemple que je vais citer aujourd'hui est toujours valide, mais je sais qu'il y a plusieurs années, la compagnie Ford Motor qui réalisait un chiffre d'affaires annuel d'environ 500 millions de dollars, n'employait pas un seul titulaire de doctorat pour faire de la recherche au Canada. Telle est la situation et c'est pourquoi nous croyons, depuis des années, que notre industrie devrait, dans la mesure du possible, être entre les mains d'intérêts canadiens. En collaboration avec ces industries, le gouvernement pourrait veiller à ce qu'elles formulent des politiques et suivent des objectifs conformes aux intérêts du Canada et des travailleurs canadiens. C'est pourquoi nous avons tellement insisté, lorsque les libéraux étaient au pouvoir, pour obtenir une législation propre à favoriser la canadianisation de notre industrie. C'est pourquoi nous n'avons cessé d'exercer des pressions sur l'ancien gouvernement libéral pour qu'il adopte une loi établissant l'Agence d'examen de l'investissement étranger. Comme à son habitude, le gouvernement libéral a pris des mesures pour faire croire qu'il agissait alors qu'il n'avait pas réellement l'intention d'agir pour de bon. C'est ainsi, que l'AEIE a approuvé, surtout ces dernières années, au moins 95 p. 100 des demandes adressées par des

### *Attribution de temps*

sociétés multinationales désireuses de racheter des entreprises canadiennes. Par conséquent l'AEIE ne comptait pratiquement pas. Cet organisme ne remplissait pas vraiment sa mission.

Nous avons toujours cru que le gouvernement du Canada devait protéger les citoyens. Il doit veiller à ce que le développement industriel profite non seulement aux actionnaires des compagnies, mais également aux Canadiens. Voilà pourquoi nous nous sommes opposés à la proposition que le gouvernement nous a faite de remplacer l'Agence d'examen de l'investissement étranger par Investissement Canada.

Je ne donnerai que quelques exemples de ce qui pourrait se produire si nous délaissions la loi actuelle afin d'accueillir toute société étrangère qui souhaite investir au Canada. Le gouvernement possède actuellement deux des plus grandes entreprises aérospatiales dans le pays: de Havilland, qui est installée principalement à Toronto, et Canadair, dont les usines se trouvent à Montréal. Les deux emploient des milliers de travailleurs. Comment sont-elles devenues des sociétés d'État? Après tout, elles étaient, à l'origine et pendant de longues années, des entreprises privées. Je tiens à signaler aux députés ministériels qu'elles ne sont pas devenues propriétés de l'État par la grâce de quelque gouvernement socialiste épris de nationalisation. Non. Il est arrivé, comme dans bien d'autres pays, que l'aérospatiale a traversé une crise et que, n'en pouvant plus de perdre constamment de l'argent, les propriétaires de ces deux entreprises privées ont déclaré forfait. L'ancien gouvernement libéral du Canada avait dit que tous les pays industrialisés du monde ont une industrie aérospatiale, que certaines des plus grandes inventions dont profitent toutes sortes d'industries ont été mises au point dans l'industrie aérospatiale et qu'il ne pouvait donc pas laisser cette industrie disparaître. Si le secteur privé ne voulait pas continuer à exploiter Canadair et de Havilland, le gouvernement du Canada allait reprendre les deux entreprises pour les exploiter au nom du peuple canadien.

Je n'ai pas l'intention de défendre la gestion de ces entreprises, mais je suis convaincu, et les Canadiens aussi, je pense, qu'il nous faut une industrie aérospatiale au Canada. Le gouvernement compte maintenant privatiser ces deux sociétés. Ce serait sans doute possible si, à toutes fins utiles, on faisait cadeau de ces entrepreneurs au secteur privé, mais j'espère que même un gouvernement conservateur n'envisagerait pas cela. Par ailleurs, l'aérospatiale connaît peut-être une remontée mondiale à l'heure actuelle et les deux sociétés peuvent peut-être être vendues à un prix raisonnable. Je demande cependant au ministre ce qui se passera dans quatre ou cinq ans si l'industrie a encore des ennuis et que les nouveaux propriétaires veuillent vendre les deux sociétés. Le gouvernement laissera-t-il l'industrie aérospatiale disparaître ou bien devrons-nous encore une fois racheter les deux entreprises?

Cela nous semble illogique et c'est pourquoi nous trouvons que ce projet de loi est mauvais. Voilà pourquoi nous croyons que le gouvernement du Canada doit avoir le droit et le pouvoir de participer à la prise des décisions, pour que nous continuions à avoir une industrie manufacturière saine au Canada.